

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3414

[2004/202081]

8 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure de reconnaissance des personnes morales et physiques pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène.

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène, notamment les articles 30 à 34;

Vu l'avis 37.170/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Audiovisuel, des Arts et des Lettres;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

le décret : le décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène;

le Ministre : le Ministre ayant les Arts de la Scène dans ses attributions;

les instances d'avis : l'ensemble des Conseils visés au titre II du décret;

les services du Gouvernement : la Direction générale de la Culture, Service général des Arts de la Scène, boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles.

Art. 2. La personne morale ou physique qui sollicite sa reconnaissance en vertu du titre V du décret, dans le but de pouvoir solliciter une aide financière telle que prévue à l'article 35 du décret, est tenue d'adresser sa demande aux services du Gouvernement selon le modèle en annexe.

Art. 3. Simultanément à sa demande de reconnaissance, la personne physique ou morale peut introduire une demande d'aide financière. L'aide financière éventuelle ne pourra être effective qu'après la prise d'effet de la reconnaissance.

Art. 4. L'arrêté de reconnaissance prend ses effets à dater du 1^{er} juillet ou du 1^{er} janvier, selon que la demande est introduite par écrit respectivement au plus tard le 30 juin ou le 31 décembre précédents, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 5. Si le Ministre octroie la reconnaissance, l'arrêté de reconnaissance est envoyé au bénéficiaire le 1^{er} décembre ou le 1^{er} juin au plus tard, selon que la demande de reconnaissance a été introduite au plus tard le 30 juin ou le 31 décembre précédent.

Art. 6. Au cas où le demandeur ne satisfait pas aux conditions de reconnaissance, les services du Gouvernement informent le Ministre des raisons pour lesquelles la reconnaissance ne devrait pas être octroyée. Le Ministre informe le demandeur des raisons pour lesquelles il ne peut octroyer la reconnaissance, aux mêmes dates que celles prévues à l'article 5, du présent arrêté.

Le demandeur peut introduire un recours, par voie recommandée, auprès des services du Gouvernement, dans les trente jours à dater de la notification de la décision.

Art. 7. Si le demandeur a déposé un recours dans les temps impartis, les services du Gouvernement le transmettent, dès réception, à l'instance d'avis compétente. Dans les trois mois de l'introduction du recours, l'avis motivé est rendu et transmis au Ministre qui informe le demandeur de sa décision, au plus tard dans les deux mois qui suivent la communication de l'avis de l'instance compétente.

Art. 8. Au terme de chaque période de cinq années de reconnaissance, celle-ci est tacitement reconduite pour cinq ans, pour autant que les conditions visées aux articles 30 et 31 du décret soient toujours respectées ou actualisées en application de l'article 33, alinéa 2 du décret.

Art. 9. Si un opérateur ne remplit plus les conditions prévues aux articles 30 et 31 du décret, le Ministre informe l'opérateur des raisons pour lesquelles il ne peut maintenir ou renouveler la reconnaissance.

L'opérateur peut introduire un recours dans les formes visées à l'article 6, alinéa 2 du présent arrêté. Dans ce cas, la procédure décrite à l'article 7 est d'application.

Art. 10. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 2004 fixant la procédure de reconnaissance des personnes morales et physiques pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène

FORMULAIRE DE DEMANDE DE RECONNAISSANCE

NOM DE L'OPERATEUR :	
Statut juridique	
<input type="checkbox"/> personne morale	<input type="checkbox"/> personne physique
Siège social (selon statuts) :	Domicile légal (selon carte d'identité) :
développe des activités artistiques et professionnelles ou des activités d'information, de conseils et autres services offerts aux professionnels des arts de la scène :	
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
mène des activités qui s'adressent significativement aux publics de la Communauté française :	
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Documents à fournir	
Personne morale	Personne physique
✓ Copie des statuts en vigueur à la date de la demande, tels que publiés au <i>Moniteur belge</i>	✓ Copie de la carte d'identité
✓ Noms des personnes assurant la direction artistique et la direction administrative, leur curriculum vitae, ainsi que le nombre de personnes travaillant dans la structure	✓ Curriculum vitae
✓ Liste actualisée des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale	---
✓ Rapport d'activité de l'exercice précédent, le cas échéant	---
✓ Comptes et bilan de l'exercice précédent, le cas échéant	---
✓ Présentation de la démarche artistique et culturelle	✓ Présentation de la démarche artistique et culturelle

Je déclare sur l'honneur que les informations fournies aux services du Gouvernement de la Communauté française sont exactes.

Je déclare sur l'honneur ne pas adhérer à un organisme ou à une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Fait à , le

Nom, qualité et signature

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel

O. CHASTEL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3414

[2004/202081]

8 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure tot erkenning van rechts- en natuurlijke personen genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, inzonderheid op de artikelen 30 tot 34;

Gelet op het advies nr. 37.170/4 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2004;

Op de voordracht van de Minister van de Audiovisuele Sector, Kunsten en Letteren;

Na de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

het decreet : het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de Podiumkunsten behoren;
 de adviesinstanties : het geheel van de Raden bedoeld bij titel II van het decreet;
 de diensten van de Regering : de Algemene directie Cultuur, Algemene dienst Podiumkunsten, Leopold II-laan 44 te 1080 Brussel.

Art. 2. De rechts- of natuurlijke persoon die zijn erkenning aanvraagt krachtens titel V van het decreet, met als doel het aanvragen van een geldelijke steun zoals bepaald bij artikel 35 van het decreet, wordt ertoe gehouden zijn aanvraag toe te sturen aan de diensten van de Regering via het model als bijlage.

Art. 3. Gelijktijdig met zijn aanvraag tot erkenning, kan de rechts- of natuurlijke persoon een aanvraag om financiële steun indienen. De mogelijk toegekende financiële steun zal enkel effectief worden na de begindatum van uitwerking van de erkenning.

Art. 4. Het erkenningsbesluit heeft enkel uitwerking vanaf 1 juli of 1 januari, naargelang de aanvraag schriftelijk ingediend werd ten laatste op voorgaande 30 juni of 31 december, waarbij de stempel van de post bewijskracht heeft.

Art. 5. Kent de minister de erkenning toe, dan wordt het erkenningsbesluit ten laatste op 1 december of 1 juni aan de begunstigde toegestuurd, naargelang de erkenningsaanvraag ten laatste op voorgaande 30 juni of 31 december werd ingediend.

Art. 6. Indien de aanvrager niet aan de voorwaarden inzake erkenning voldoet, lichten de diensten van de Regering de Minister in over de redenen waarom de erkenning niet zou moeten worden toegekend. De Minister licht de aanvrager in over de redenen waarom hij de erkenning niet kan toekennen, op dezelfde datums als deze bepaald bij artikel 5, van dit besluit.

De aanvrager kan een beroep instellen, per aangetekende brief, bij de diensten van de Regering, binnen de dertig dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing.

Art. 7. Indien de aanvrager een beroep heeft ingesteld binnen de toegelaten termijnen, zenden de diensten van de Regering het onmiddellijk na ontvangst ervan over aan de bevoegde adviesinstantie. Binnen de drie maanden van de instelling van het beroep wordt een met redenen omkleed advies uitgebracht en aan de Minister overgebracht, die de aanvrager inlicht over zijn beslissing, ten laatste twee maanden na de mededeling van het advies van de bevoegde instantie.

Art. 8. Op het einde van elke periode van vijf jaar erkenning, wordt deze erkenning stilzwijgend vernieuwd voor een periode van vijf jaar, voorzover de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 30 en 31 van het decreet nog steeds in acht worden genomen of geactualiseerd werden met toepassing van artikel 33, tweede lid van het decreet.

Art. 9. Indien een operator niet meer aan de voorwaarden bepaald bij de artikelen 30 en 31 van het decreet voldoet, licht de Minister de operator in over de redenen waarvoor hij de erkenning niet kan behouden of hernieuwen.

De operator kan een beroep instellen mits inachtneming van de vormen bedoeld bij artikel 6, tweede lid van het besluit. In dit geval, is de procedure omschreven bij artikel 7 van toepassing.

Art. 10. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
 De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,
 O. CHASTEL

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3415

[2004/202340]

11 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les délais de remise du rapport d'activité des bénéficiaires d'une aide ponctuelle, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène, notamment l'article 51;

Vu l'avis 37.171/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 2004;

Sur la proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel;

Après la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004,

Arrête :

Article 1^{er}.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- le décret : le décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène;
- le Ministre : le Ministre ayant les Arts de la Scène dans ses attributions.